



## **Résumé des questions économiques et sociales:** **semaine n° 204 du 09 décembre 2024**

### **VALEO / SAINT-QUENTIN-FALLAVIER (ISÈRE): 238 POSTES SUPPRIMÉS SUR LE SITE !**

Le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) a été annoncé par la direction de Valeo pour le site de Saint-Quentin-Fallavier. Il prévoit la suppression de 238 postes sur le site.

**Seules 80 personnes resteront sur le site !**

À l'issue du plan, seules 80 personnes resteront sur le site. Le site sera placé sous la gouvernance de celui de Valeo Sainte-Florine, en Haute-Loire, pour des fonctions comme les RH, les finances et les achats.

**Les syndicats assurent que "les salariés sont consternés par l'ampleur des suppressions de poste" et s'inquiètent également pour "l'avenir des 80 salariés restants sur un site qui reste malgré tout en suspens."**

Les premiers départs devraient se faire début mai 2025 et s'étaler jusqu'au mois d'octobre 2025.

### **VALEO / LAVAL (MAYENNE) : L'ÉQUIPEMENTIER AUTOMOBILE SUPPRIME 15 POSTES !**

Dans le site de Laval (Mayenne), spécialisé dans la fabrication de radiateurs de voitures et employant 278 personnes en CDI et une vingtaine d'intérimaires, « **ce sont 15 salariés qui sont impactés**. Ils sont essentiellement dans le service Recherche et développement (R & D) »

**Selon la CFDT on pensait être davantage touchés !**

Il a appris la nouvelle mercredi, en milieu d'après-midi. « **On se doutait que potentiellement on pouvait avoir des problèmes, mais on ne savait pas sur quels services. Mais, vu que notre activité est déficitaire, on pensait être davantage touchés** », explique Mickaël Lerioux, délégué syndical CFDT.

Les postes impactés n'ont pas encore été désignés, « **ce qui crée de grandes tensions, puisque tout le monde au service R & D se demande s'il est concerné ou pas** ». Les négociations concernant ce Plan de sauvegarde de l'emploi devraient commencer le 10 décembre, « **et durer quatre mois. Ce sera surtout pour voir comment accompagner les salariés, auxquels on pourrait proposer de la mobilité sur d'autres sites.** »

« **Pour l'instant, on est en vie, résume Mickaël Lerioux. Mais l'avenir est incertain.** » Déjà en 2021, il tirait la sonnette d'alarme concernant l'activité en berne dans le site de Laval, car liée aux moteurs thermiques voués à disparaître. Une réalité qui avait été reconnue par Valeo : l'entreprise avait mis en place en 2020 un groupe de travail pour « **réfléchir aux différentes opportunités d'avenir du site de Laval** ».

**Parmi les huit sites en France, seul celui de la Suze est entièrement sacrifié.**

**Pour rappel, la firme aux 110.000 salariés répartis dans 29 pays, qui possède quelque 180 sites de production, a programmé plus de 1.400 suppressions d'emplois en Europe.**

**Valeo vient de fêter les 30 ans de son installation en Chine où actuellement 18.000 salariés travaillent sur 35 sites.**

### **VALEO / SAINTE-FLORINE (HAUTE-LOIRE) : 100 EMPLOIS SUPPRIMÉS !**

La CGT annonce chez L'équipementier automobile que Valeo s'apprête à supprimer **100 emplois de cadres et de techniciens sur le site de Sainte-Florine**, en Haute-Loire. Une décision à laquelle s'opposent fermement les salariés. L'intersyndicale s'est réunie vendredi 29 novembre. Après la stupéfaction, c'est la colère et l'incompréhension qui dominent chez Valeo.

« **Lors de notre dernière réunion avec la direction, il était question de 35 suppressions de postes. On a donc été très surpris d'apprendre que 100 emplois de cadres et techniciens allaient disparaître** », commente Chantal Jouve, déléguée syndicale CGT au sein de l'entreprise.

## **C'est comme si on enlevait les poumons à l'usine !**

Jeudi, 868 licenciements à l'échelle nationale (chiffres de la direction) sur les huit sites Français que compte l'équipementier automobile ont été évoqués, dont cent sur le site brivadois.

Selon Chantal Jouve, la décision est inconcevable d'autant que l'usine san-florinoise réalise des bénéfices. La CGT précise par ailleurs dans son tract : « *L'équipementier automobile français a atteint ses objectifs avec une marge opérationnelle à 3,8 % du chiffre d'affaires contre 3,2 % en 2022.* »

« *Avec la suppression de cadres, c'est comme si on enlevait les poumons de l'usine. C'est contre-productif et cela va amener irrévocablement à une réaction en chaîne* », ajoute Chantal Jouve.

## **On va essayer de faire pression sur la direction !**

« *L'objectif est d'arriver à une entente entre les différents groupes pour défendre les salariés. En 2 ans, 2000 personnes ont quitté l'entreprise et ce n'est pas normal* », réagit Chantal Jouve. « *On va faire pression sur la direction.* »

Durant le rassemblement à 9h30, des tracts ont été distribués par les élus des syndicats. « *Nous demandons à tous les salariés d'être vigilants et se joindre à toutes les actions que la CGT ou l'intersyndicale proposeront* », peut-on lire.

## **LEGRAND À FONTAINE-LE-BOURG (SEINE-MARITIME) : LES SALARIÉS SOUS LE CHOC APRÈS L'ANNONCE DE LA FERMETURE DU SITE !**

Le choc pour les salariés de Legrand à Fontaine-le-Bourg qui fabrique du matériel électrique. Ils ont appris la semaine dernière que leur site de production allait fermer. Les 99 salariés vont rejoindre l'usine de Malaunay, seule survivante des quatre usines historiques seinomarines du groupe.

C'est le troisième site du groupe Legrand qui ferme en Seine-Maritime, après celui de Brachy en 2006 et celui de Montville en 2013.

À l'horizon 2028, une partie de la production de l'usine de Fontaine-le-Bourg sera transférée vers les filiales du groupe à l'étranger, notamment en Italie, ainsi qu'une partie de l'activité de l'usine de Malaunay pour faire de la place aux 99 salariés bourguifontains, indique la CGT de l'entreprise. Les deux usines fabriquent du matériel électrique : prises, connecteurs, coffrets...

Un coup dur pour les salariés de l'usine, qui ne s'attendaient pas à cette annonce faite en CSE central à Limoges. "On savait que la direction allait annoncer des fermetures mais on ne s'attendait pas à ce que cela nous concerne", explique **Christophe Ovide, le délégué CGT** de Legrand, salarié de l'entreprise depuis 36 ans, comme ses parents avant lui.

"On était tous plus ou moins sur le cul", ose Christophe Ovide. "On a pris tous une claque. Et surtout que depuis plusieurs années, on fait tout pour que ça fonctionne. Et du coup, on va répartir la charge sur un seul site et dégommer tout le monde, dégommer nos produits historiques et les externaliser vers les pays étrangers. À Fontaine-le-Bourg, on nous enlève 40 % de notre production pour que ça puisse rentrer à Maromme".

## **Pas de licenciements secs mais un transfert vers Malaunay !**

La direction assure qu'il n'y aura pas de licenciements secs, et que chaque salarié se verra proposer une solution au sein du groupe, en fonction de ses besoins, avec des formations à la clé si nécessaire. Mais ce **plan d'adaptation industriel** tel qu'il est présenté aux organisations syndicales ne garantit pas la pérennité du seul site seinomarin restant selon la CGT.

Le syndicat s'inquiète surtout du contexte dans lequel ces décisions sont prises. La France a beau être le deuxième pays du groupe en termes de chiffre d'affaires, le marché du bâtiment est en recul pour la troisième année consécutive avec une **baisse en volume d'activité estimée à 7,5%** et aucune amélioration prévue pour 2025, indique la direction du groupe Legrand.

## **MANIFESTATION D'AGRICULTEURS DEVANT LE SIEGE DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE !**

Jeudi 28 novembre au matin, un groupe de militants FNSEA a érigé un mur de parpaings devant l'entrée du siège parisien de l'INRAE, rue de l'Université, pour dénoncer l'abandon, selon eux, de la recherche de solutions pour le progrès agricole, au profit d'une orientation de notre organisme qui serait tournée vers la « *décroissance* » et « *l'accumulation de freins à la production* ».

Les élue-es sur une profession de foi soutenue par la CGT au Conseil Scientifique de l'INRAE tiennent à dénoncer cette opération. La FNSEA, qui n'en est pas à son coup d'essai en la matière, s'attaque encore au service public de la recherche, et cette fois même à son financement public.

**Elle ne dénonce en rien le laisser-faire gouvernemental et privé qui génère partout dérégulation et désinvestissements massifs de la part de géants économiques.**

Que ce soit dans l'agriculture, dans les activités d'agro-ressources, d'agro-alimentaires ou de distribution... on ne compte plus les annonces de licenciements ou d'abandon de producteurs par les industries d'aval. Hypocrisie suprême : **dans les instances de l'INRAE où la FNSEA est représentée comme le Conseil d'Administration, ses membres FNSEA ont toujours approuvé les orientations de la Direction Générale qui relevaient de ces logiques !**

Dans un communiqué de presse, le PDG de l'INRAE évoque la crise que vivent les agriculteurs et les tensions qui en résultent. Pour autant, comme nous le dénonçons dans le texte d'orientation voté à notre dernier congrès, les orientations de l'INRAE prennent, selon nous, insuffisamment en compte la vertigineuse chute du nombre d'exploitations agricoles. Réduction décidée au nom d'une compétitivité économique nuisible à l'emploi. Sachant l'attachement des exploitants agricoles à fournir des produits de qualité en respectant leur environnement, nous savons leurs attentes en termes techniques et de système de production. Mais seule une remise en cause de la **domination croissante du système capitaliste** sur ce secteur permettra aux agriculteurs de se faire acteurs de la révolution agricole que chacun sait nécessaire. L'INRAE peut contribuer à éclairer et accompagner ce mouvement, et les travailleurs de la recherche agronomique sont prêts à cet engagement.

Il ne sert donc à rien de casser le thermomètre et alimenter le déni envers la Science : réduire l'usage des pesticides, des engrais de synthèse et des énergies fossiles est une nécessité vitale pour sauvegarder à long terme nos exploitations agricoles comme la santé des agriculteurs et celle de la population qui consomme leurs produits. Or les connaissances sur les modes de productions, aux plans économiques et techniques, sont encore insuffisantes pour assurer une transition au service de l'humanité, tout en préservant les ressources naturelles et la biodiversité. Rien ne saurait remplacer la démarche scientifique pour articuler les différentes composantes des systèmes agraires de demain.

Le budget de l'INRAE ne sert plus aujourd'hui qu'à payer les salaires et une partie des dépenses courantes. Pour conduire leurs recherches, ce sont les agents eux-mêmes qui doivent perdre un temps fou à des appels d'offre pilotés au profit de lobbies extérieurs à l'organisme. Au lieu de dénoncer les moyens publics de l'institut, il conviendrait au contraire de redonner aux équipes de l'INRAE les réels moyens de travailler en toute indépendance, de s'organiser entre elles, dans les départements de recherche et dans les centres et avec les équipes universitaires des autres organismes français et étrangers. Cela permettra de répondre scientifiquement aux défis de l'alimentation saine des populations, de l'harmonie entre les territoires ruraux et urbains, des adaptations à court et long terme au changement climatique et de l'appauvrissement de la biodiversité.

**Seul un INRAE à 100 % public et indépendant de tous les lobbies pourra répondre aux attentes des producteurs et des populations qu'ils nourrissent.**

### **CASTORAMA ET LEROY MERLIN : LES ENSEIGNES DE BRICOLAGE RÉDUISENT LEURS EFFECTIFS DANS LEURS SIÈGES !**

L'enseigne de bricolage Castorama prévoit un plan de départs volontaires qui pourra concerner jusqu'à 100 salariés de son siège, près de Lille, soit un sur sept, alors que son concurrent Leroy Merlin a aussi récemment réduit ses effectifs dans ses fonctions centrales.

« *La rupture conventionnelle collective s'applique uniquement aux salariés volontaires du siège de l'enseigne. Aucun collaborateur des magasins n'est concerné* », a précisé Castorama dans un communiqué.

Enseigne du groupe britannique Kingfisher, Castorama compte au total plus de 11.000 collaborateurs et 95 magasins en France.

#### **Un recul à l'image du marché !**

Au troisième trimestre, les ventes de Castorama ont reculé de 4,9 % sur un an, selon les derniers résultats de Kingfisher publiés lundi. Le groupe britannique, également propriétaire de Brico Dépôt (dont les ventes ont décliné de 3,3 % sur la même période), a mis ces mauvais chiffres sur le compte de « *la faiblesse du moral des consommateurs et de conditions météorologiques défavorables* ».

Grand rival de Castorama, Leroy Merlin a aussi procédé à une rupture conventionnelle collective ces derniers mois dans son siège de Lezennes, dans la banlieue lilloise, entraînant le départ de 130 collaborateurs.

Comptant environ 30.000 collaborateurs et 144 magasins en France, Leroy Merlin appartient à la galaxie Mulliez, également propriétaire du distributeur Auchan, lequel a annoncé début novembre un plan social massif menaçant 2.389 emplois en France.

### **NESTLÉ / ITANCOURT (AISNE) : FERMETURE DU SITE !**

Le Comité Social et Economique Central de Nestlé France s'oppose à la fermeture de son site de production d'Itancourt en Picardie (région Hauts-de-France).

**Nestlé France annonce en effet la fermeture de son usine de produits culinaires vendus sous les marques Nestlé Dessert, Maggi, Chef, Kub Or..., alors même que l'activité est largement bénéficiaire et que Nestlé est leader sur ce marché.**

Ce projet prévoit le licenciement de 176 salariés auxquels s'ajoutent les CDD, intérimaires et les emplois indirects (sous-traitants, transporteurs...).

**Ce faisant, Nestlé aggrave la désindustrialisation d'une région sinistrée au profit de pays low cost puisque ce projet prévoit le transfert des productions d'Itancourt notamment en Pologne, en Slovaquie, en Egypte ou encore aux Emirats Arabes Unis.**

Dans le même temps, Nestlé annonce un investissement industriel de 635 Millions d'euros au Mexique.

Ce serait donc dans ces pays que s'exercerait désormais « *l'art culinaire à la française* » ?

**Le Comité Social et Economique Central s'y oppose fermement et en appelle à la responsabilité des dirigeants et actionnaires de Nestlé.**

*« Si aucun accord n'est trouvé d'ici fin mars 2025, la fermeture du site deviendra malheureusement une hypothèse de plus en plus probable. Les 232 salariés permanents, les 10 alternants ainsi que tous les prestataires sont directement concernés par cette situation ».*

### **BEAUVAIS (OISE) : 94 % DES POLICIERS MUNICIPAUX EN GRÈVE ILLIMITÉE !**

Le régime indemnitaire de la police municipale évolue pour la première fois depuis 20 ans et c'est aux collectivités de décider des primes accordées à leurs policiers. Les choix de la mairie de Beauvais provoquent le mécontentement des agents, en grève illimitée à 94 % de l'effectif depuis mercredi 27 novembre 2024.

**Les policiers municipaux de Beauvais battent le pavé devant leurs locaux. Sous le barnum rouge de la CGT, certains tentent de se réchauffer en buvant un café dans le matin froid.**

Des messages de colère s'affichent sur leurs gilets jaunes et quelques pancartes en carton qui résistent comme elles peuvent à l'humidité de l'hiver. Même le chien du commissariat a enfilé son gilet de grève, où l'on peut lire "des sous pour mes croquettes". Des messages directement adressés à la mairie.

***Ces négociations ne répondent pas à nos attentes !***

Depuis le mois de juin, le régime indemnitaire de la police municipale a évolué. À la place des multiples primes que les agents percevaient auparavant selon les spécificités de leurs postes, une prime unique : l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement. Son montant est fixé par la municipalité.

Cette prime est composée d'une part fixe qui représente maximum **30 % du salaire de l'agent**, une fois déduits les 11 % de cotisation pour sa pension. Pour cette part, les policiers municipaux de Beauvais ont déjà obtenu satisfaction, alors que la mairie proposait initialement 24 %. " *On a été reçus par M. Pia, maire UDI de Beauvais dès la première journée de grève, il nous a accordé les 30 % pour la part fixe. Là où il y a des discussions, c'est par rapport à la part variable. Et ces "négociations ne répondent pas à nos attentes" souligne l'une des policières mobilisées.*

*La part variable est une prime au mérite, dont le montant est défini par la mairie, avec un plafond à 5.000 euros. À Beauvais, la mairie a opté pour un montant de 1.500 euros pour tous les agents, avec des primes supplémentaires de 500 euros pour le travail de terrain, 500 euros pour les encadrants et 1.500 € pour les travailleurs de nuit.*

***La police municipale a le blues !***

Si la municipalité indique que ce nouveau régime indemnitaire représente un gain moyen annuel de plus de 2.000 € pour les agents, Dominique Lignier-Becart, déléguée CGT des agents territoriaux de Beauvais, nuance en affirmant que dans certains cas, cela représente "une différence de 150 €, pas plus". Les agents de nuit et les jeunes agents territoriaux seraient les plus lésés.

Dans un contexte de recrutement difficile, les mairies sont en compétition pour attirer des agents. "J'ai beaucoup de collègues qui ont dit au maire qu'ils allaient partir, cela n'a pas l'air de le déranger beaucoup. 11.000 postes ne sont pas pourvus, donc beaucoup de municipalités paient leurs agents au maximum pour les garder" souligne l'une des policières grévistes.

*Ce qui transpire aussi de cette mobilisation, c'est une grogne sur des conditions de travail plus exigeantes qu'avant, sans contreparties perçues comme suffisantes. "Nous sommes à 90 % les primo-intervenants par rapport à la police nationale, qui se décharge beaucoup sur nous pour effectuer des interventions comme les nuisances sonores, les stationnements gênants, même les rixes et les découvertes de cadavres, explique l'un des policiers municipaux, en fonction depuis 25 ans, dont 20 de nuit. Au Beauvais de la police municipale, en cours depuis novembre, on parle encore de beaucoup de nouvelles prérogatives, mais rien au plan social...Par rapport à la police nationale où ils ont la bonification d'un an tous les cinq ans, ils peuvent aussi partir en retraite plus tôt, ils ont d'autres choses que nous n'avons pas..."*

94 % des effectifs de la police municipale de Beauvais sont en grève. Le nouveau régime indemnitaire sera appliqué à partir du 1<sup>er</sup> janvier, les négociations doivent être achevées d'ici là. "Tout le monde est très motivé pour continuer" prévient la déléguée CGT.

### **PORTS ET DOCKS : DEUX JOURS DE GRÈVE POUR LES RETRAITES LES 9 ET 10 DÉCEMBRE !**

Le syndicat CGT dénonce l'attitude de l'exécutif et réclame "des réponses concrètes" à propos des "revendications sur l'amiante et la pénibilité".

La Fédération nationale des ports et docks de la CGT a appelé, mardi 3 décembre, à deux jours de grève, lundi 9 et mardi 10 décembre, pour dénoncer l'attitude du gouvernement sur l'application de la réforme des retraites.

"La fédération se bat contre la réforme des retraites du gouvernement Macron", a expliqué le syndicat. La CGT ports et docks affirme avoir reçu l'assurance "à plusieurs reprises par le président lui-même et son ministre des Transports, monsieur Clément Beaune", qui n'est plus en poste depuis janvier, que la réforme ne soit pas appliquée "aux ouvriers dockers et travailleurs portuaires".

Les dockers peuvent valider leur départ en retraite quatre ans avant l'âge légal de départ. Une limite que la réforme de 2023 porte donc à 60 ans, contre 58 ans jusque-là. Les syndicats souhaitent négocier ce relèvement de l'âge de départ.

Ils demandent également de prolonger des mesures de **retraite anticipée pour les salariés ayant été exposés à l'amiante au cours de leur carrière.** " Nous voulons des réponses concrètes à nos légitimes revendications sur l'amiante, la pénibilité ", écrit la fédération, qui avait lancé un mouvement de grève au mois de juin pour les mêmes raisons.

La fédération CGT réclame aussi " 10 milliards d'euros " d'investissements " afin de développer les ports, qu'ils soient d'Etat ou décentralisés ". Outre les deux journées de grève des lundi 9 et mardi 10 décembre, la CGT appelle à **plusieurs heures de débrayage sur dix jours au mois de janvier.** Elle prévoit aussi de ne pas honorer les heures supplémentaires et les " shifts exceptionnels " à partir du 1er janvier 2025.

### **HEINEKEN / MARSEILLE : LES SALARIÉS EN GRÈVE ILLIMITÉE !**

**Mardi 3 décembre, 80 salariés de l'usine de fabrication Heineken à Marseille ont déposé un préavis de grève illimitée. Ils dénoncent le manque de dialogue avec la direction dans le cadre des négociations salariales annuelles.**

Devant l'usine de fabrication de la bière Heineken à Marseille, dans le quartier de La Valentine, c'est un mouvement de mécontentement qui gagne les salariés mardi 3 décembre. Face à l'inflation, ils souhaitent que leurs salaires et primes soient revalorisés. Des revendications ignorées par la direction.

Installée ici depuis plus de 30 ans, cette usine du 11<sup>e</sup> arrondissement de Marseille fait partie des trois sites de production français, avec Mons-en-Barœul, dans le Nord, et Schiltigheim près de Strasbourg, en Alsace. Elle fournit tout le sud de la France. Mardi 3 décembre au matin, environ 80 salariés se sont réunis dans le calme pour déposer un préavis de grève illimitée. Un mouvement de mobilisation sociale inédit au sein de l'entreprise qui n'avait pas connu de grève depuis 20 ans.

#### **Revendications sur les salaires et primes !**

Objet de la discorde : les négociations annuelles obligatoires (NAO), soldées par un refus d'augmentation de salaires et de primes, la semaine dernière. Ils demandaient un geste de la direction en octroyant un sursalaire de 200 euros pour lutter contre l'inflation et une renégociation des primes. " Ça fait 10 ans que les primes sont au même tarif, pourtant, il y a l'inflation. La production, on est au rendez-vous, les stocks sont pleins. On ne peut pas dire que le salarié ne fait pas son travail et n'est pas méritant d'avoir un minimum de respect et d'augmentation ", explique avec colère Salima, secrétaire CSE CGT. "Malgré le bénéfice de 100 millions d'euros d'Heineken tous les ans, nous, on revient avec des miettes", ajoute Nicolas Muller, délégué CGT.

#### **Dialogue de sourds !**

Salima parle aussi du manque de considération des salariés de la part de la direction. Les employés "se lèvent parfois à 3 h 30 du matin parce qu'ils ont de la route à faire, travaillent sur des quarts de nuit et ne profitent pas des bons moments avec leur famille pour pouvoir fournir un travail irréprochable à Heineken. Et de l'autre côté, on n'est pas entendus".

Les grévistes soutiennent que le dialogue avec la direction est rompu. "On ne peut plus échanger avec eux", affirme Gilles, un des employés à la brasserie de La Valentine, qui pointe du doigt la fatigue des salariés. "Selon certains organismes, ça nous enlève quand même de l'espérance de vie. On travaille les week-ends, les jours, les nuits. Ça fait des années que notre salaire stagne et que le coût de la vie nous rattrape. **Tout le monde commence à saturer.**"

## **RHÔNE : TOUJOURS EN GRÈVE, LES POMPIERS NE LÂCHENT RIEN...**

ls ont attendu le début de la Fête des Lumières, pour organiser leur propre Fête des Lumières. Les pompiers du Rhône, en grève depuis deux mois alertent sur leur situation : pas assez de professionnels dans les casernes, des délais d'intervention rallongés, de plus en plus de gestes techniques à effectuer lors des interventions...

Ils emploient la méthode forte, « après ça, plus personne ne pourra ignorer notre situation », explique l'un d'eux. C'est ainsi que les soldats du feu, sur le pont Lafayette, se sont eux-mêmes mis symboliquement le feu. Ils étaient protégés afin d'éviter tout danger, **mais il s'agit tout de même d'un signal d'alarme assez fort, qui a retenu l'attention des passants.**

Près de 300 professionnels ont pris part à la manifestation. Lorsque le cortège s'est élancé sur le pont Lafayette le message « *Pompiers en grève* » a été projeté sur la Tour in city de Lyon mais aussi sur la Basilique Notre-Dame de Fourvière.

**Les pompiers ont décidé à l'unanimité** « la reconduction du mouvement jusqu'à l'obtention de la totalité de nos revendications ».

**Ils ne lâchent rien !**

## **CHU DE NANTES (LOIRE-ATLANTIQUE) : PÉDOPSYCHIATRIE EN DANGER !**

La CGT du CHU de Nantes dénonce une crise qui s'aggrave en pédopsychiatrie. Les mineurs en souffrance psychique sont en danger au sein du CHU de Nantes et du département.

Le syndicat CGT du CHU de Nantes a envoyé mi-novembre un signalement au procureur de la République dénonçant le manque de moyens alloués à la pédopsychiatrie et la mise en danger des jeunes patients, annonçant la possibilité de porter plainte contre l'Etat pour non-assistance à personnes en danger. Une copie du signalement a été envoyée à la ministre de la santé, la réponse a été immédiate : un rendez-vous avec une délégation de la CGT du CHU, a été fixé pour le 27 novembre au Ministère de la santé.

Dans le signalement adressé au Procureur de la République la CGT a insisté en particulier sur «*la situation alarmante* » du service de pédopsychiatrie chez les moins de 15 ans et alerté sur les nombreuses problématiques en pédopsychiatrie mais aussi en psychiatrie adultes.

Un point de rupture a été atteint, le manque de médecins, de personnels hospitaliers, le nombre de lits insuffisant font que des adolescents, des enfants en souffrance psychique, en crise suicidaire ne sont pas accueillis dans des conditions adaptées, d'autres sont carrément renvoyés à leur domicile. « *On prive ces enfants d'un accès au soin. Il y a une grosse défaillance de l'État et de l'ARS* », a affirmé Olivier Terrien, secrétaire général de la CGT du CHU de Nantes. « *Cela fait 20 ans qu'on entend qu'il y a des problèmes en pédopsychiatrie et 20 ans que rien ne bouge* ». Ces dernières années les passages aux urgences médico-pédo-psychiatriques n'ont fait qu'augmenter, plus d'un millier pour la CGT en 2023.

### **Situation alarmante du fait du manque de personnel !**

Le manque de personnel hospitalier est particulièrement important chez les aides-soignantes et les infirmières : « *Au CHU, Sur un effectif de 13.000 personnes, il manque 1.400 postes* » et en psychiatrie le manque de personnel est encore plus important, et ce qui concerne le personnel hospitalier comme le corps médical, dans l'unité de suicidologie, il n'y a plus de pédopsychiatre chargé de consulter les enfants confrontés à des problématiques suicidaires.

**Manque de lits** : pour tout le département il n'y a que 14 lits en pédopsychiatrie.

Faute de lits des jeunes, âgés de 9 à 12 ans, sont placés dans des services de psychiatrie adulte, entourés par des personnes avec des pathologie lourdes, ils sont placés dans des chambres d'isolement. Faute de place, les retours à domicile sont de plus en plus nombreux. Le délai d'attente pour une hospitalisation peut être de 2 à 3 mois ce qui conduit à des retours au domicile. La plupart des enfants ayant commis une tentative de suicide sont renvoyés chez eux, car les soignants sont dans l'incapacité de les prendre en charge. Un enfant de 8 ans qui avait fait une tentative de suicide avec des médicaments, « *est retourné chez lui alors que cela aurait nécessité une hospitalisation en urgence* »

La direction du CHU annonce la création d'une unité dédiée au 15 – 20 ans, création et ouverture de lits qui se font au détriment des services de psychiatrie adulte, **en 1 an 68 lits ont été fermés en psychiatrie adulte dans l'établissement Epsylan, à Saint-Herblain.**

### **Rendez-vous au ministère !**

Le 27 novembre la CGT a rappelé la situation de crise de la pédopsychiatrie et alerté sur la mise en danger des mineurs alertant sur de nombreuses problématiques en pédopsychiatrie mais aussi en psychiatrie adultes et exiger que des solutions pérennes soient mise en œuvre de toute

urgence : moyens humains supplémentaires, renforcement des secteurs, formation, création de lits de pédopsychiatrie avec les moyens nécessaires, arrêt des fermetures de lits de pédopsychiatrie et de psychiatrie

adulte. La réponse de la conseillère de la ministre de la santé a été très nette pas question d'augmenter le budget du CHU, elle fait confiance à l'ARS pour doter le CHU du budget nécessaire au bon fonctionnement du CHU. Pour résumer la teneur de ses propos, le manque de moyens n'est que la partie émergée de l'iceberg, sans modification profonde de l'organisation des hôpitaux, il n'y aura pas moyen de faire évoluer dans le bon sens notre système de santé. La conclusion de la CGT a été claire : on demande des moyens, des lits et des bras ! Une vraie politique, pas celle de la casse de l'hôpital publique. « *Une chose est sûre, nous restons déterminés plus que jamais... Nous ne lâcherons rien.* »

Et dès le 29 novembre, à l'appel de la CGT une quarantaine de personnels hospitaliers ont investi la salle où se tenait le CSE pour exiger des moyens financiers et humains pour assurer des soins à la hauteur des demandes, l'arrêt des fermetures de lits. Fonctionner à budget constant revient à réduire les moyens d'un service pour augmenter ceux d'un autre service. Pour exiger que les créations de postes gagnées par la lutte soient effectivement pourvues en personnels, il faut une politique d'embauche déterminée, ce que ne mène pas la direction. C'est toute la politique du directeur du CHU, P. El Saïr, qui est remise en cause.

« **Sur un effectif de 13 000 personnes, il manque 1 400 postes** », estime le secrétaire général de la CGT du CHU, en majorité chez les aides-soignantes et les infirmières... Il faut se rendre compte de l'épuisement professionnel des salariés en raison des rythmes et de l'intensité du travail qui ne cessent d'augmenter. Plusieurs intervenants ont rappelé les problèmes de leurs services, qui ne dépendent pas de « *l'organisation* » mais des moyens financiers, chacun a chiffré le nombre de personnels hospitaliers, le nombre de lits nécessaire pour répondre à la demande de soins. Tous ont rappelé leur refus des 3 jours de carence, la baisse de rémunération sur les 3 premiers mois d'arrêt maladie... « **Le personnel hospitalier et l'ensemble des fonctionnaires doivent être en bonne santé pour prendre soin de toute la population** ».

## MONDE

### **ROYAUME-UNI : LE COUPERET TOMBE, STELLANTIS VA FERMER UNE NOUVELLE USINE !**

Une annonce qui va entraîner la suppression de centaines d'emplois et donc, la colère des salariés. Stellantis compte fermer un nouveau site, pour concentrer sa production sur une autre usine. La faute à la crise du secteur auto.

Les effets de cette crise ne feraient même que commencer. Ceci avec la fermeture, donc, d'un site de Stellantis, au Royaume-Uni. À savoir, celui de **Luton, situé au nord de Londres**. Un lieu dans lequel plus de **1.100 personnes travaillent actuellement**.

Cette décision pourrait donc impacter leur avenir, avec de possibles centaines de suppressions de postes. Certains membres du site pourraient toutefois être redéployés ailleurs. Car le groupe automobile veut concentrer sa production sur un autre site, dans le pays.

Cela se passerait à Ellesmere Port, à **300 kilomètres plus au nord du pays**. " *Des centaines d'emplois permanents seront créés* ", assure déjà la firme dans un communiqué. Ceci après avoir lancé une consultation avec les employés et les syndicats.

Outre la relocalisation, l'entreprise promet aussi " *un soutien complet dédié à l'emploi, y compris des possibilités de reconversion* ". Ceci "pour tous les employés concernés" dans "la zone très active de Luton". Tout un programme... (pour celles et ceux qui y croient) !!!

### **SUEDE : LA FAILLITE DE NORTHVOLT, UN ÉCHEC POUR L'INDUSTRIE DES VOITURES ÉLECTRIQUES !**

**La plus grosse entreprise en Europe de batteries pour voitures électriques, qui a déjà dépensé plus de 13 milliards d'euros, vient de se déclarer en faillite.**

Le développement des voitures électriques européennes passe évidemment par celui de la fabrication des batteries en Europe, alors que la plupart des marques locales utilisent actuellement des accumulateurs fabriqués en Chine ou en Corée du Sud. Et parmi les grands projets de constructions d'usines européennes de fabrication de batterie, celui de l'entreprise suédoise Northvolt était le plus important.

Northvolt vient justement de se déclarer en faillite. Alors qu'elle a déjà englouti plus de **13 milliards d'euros en levés de fonds depuis 2016**, elle manque désormais de liquidités et ne peut plus assurer la production pour l'année 2025. C'est un revers pour cette entreprise gigantesque, fournisseur de plusieurs constructeurs dont BMW qui devait recevoir ses accumulateurs pour ses nouveaux modèles de la plateforme « Neue Klasse » à partir de l'année prochaine.

Mais pourquoi cette faillite ?

Les dirigeants de Northvolt expliquent cette faillite par des problèmes liés à de gros retards au démarrage, en partie à cause de machines industrielles chinoises qui ne fonctionnaient pas comme prévu. Mais surtout la baisse de la **demande des constructeurs automobiles**, consécutive à des ventes nettement moins importantes que prévu

des voitures électriques de marque européenne. **BMW avait d'ailleurs annulé récemment une commande à deux milliards d'euros auprès de Northvolt**, citant cependant des problèmes de calendrier plutôt que cette baisse de la demande.

Northvolt souffre aussi de la très forte concurrence des industries chinoises cassant les prix de leurs batteries à l'exportation en raison d'une surcapacité de leur production. L'émergence récente de la technologie LFP (lithium-fer-phosphate) des batteries, réputée moins chère et maîtrisée par les Chinois, est aussi un facteur : Northvolt ne produit que des batteries lithium-ion à la chimie NMC (**nickel-manganèse-cobalt**), **plus chères**. Cette technologie est aussi réputée meilleure en termes de performances et se destine plutôt aux modèles haut de gamme.

Critiquée pour son prix trop élevé, la Fiat 500e doit passer à des batteries LFP et il se murmure aussi que **d'autres groupes automobiles européens pourraient s'y mettre prochainement pour leurs modèles à vocation citadine**.

**La Citroën ë-C3, comme les futurs ë-C3 X, Opel Frontera Electric et autres Fiat Grande Panda, utilise d'ailleurs déjà des batteries LFP mais fabriquées en Chine par Svolt.**

**Les autres projets de grandes usines de fabrication de batteries en Europe, comme celui d'ACC financé par Stellantis, Mercedes et Total, sont en train de prendre du retard dans leurs projets de développement à cause de la baisse de la demande.**

### **ALLEMAGNE / VOLKSWAGEN : PREMIÈRES GRÈVES CONTRE LES LICENCIEMENTS ET LES FERMETURES DE SITES !**

Le syndicat IG Metall a appelé les 120.000 employés des usines allemandes de la marque à mener des arrêts de travail pour protester contre les suppressions de postes et les fermetures de site. Une première depuis six ans.

Le bras de fer avec le syndicat IG Metall tourne au conflit social chez Volkswagen, qui envisage des milliers de suppressions de postes et la fermeture de plusieurs sites.

*« Volkswagen a mis le feu à nos conventions collectives et au lieu d'éteindre cet incendie au cours des trois rounds de négociations, la direction y jette des barils d'essence ouverts, a déclaré Thorsten Gröger, responsable du syndicat dans la région de Basse-Saxe, où siège le leader européen. Si nécessaire, ce sera le conflit le plus dur que Volkswagen ait jamais connu ».*

#### **Crise de l'industrie !**

Ces grèves d'avertissement, durant lesquelles les employés interrompent leur travail pendant deux à quatre heures, étaient attendues depuis la fin de la « **paix sociale** », intervenue fin novembre avec l'expiration de la convention collective. Si elles s'inscrivent dans une chorégraphie éprouvée, elles reflètent aussi la montée en puissance du conflit, que trois séances de négociation n'ont pas réussi à désamorcer.

Le mouvement intervient alors que l'industrie allemande, traditionnel moteur de la première économie européenne, traverse une crise profonde, comme l'illustre la litanie de plans sociaux annoncés rien qu'en novembre : **11.000 postes chez le sidérurgiste ThyssenKrupp, 5.500 chez l'équipementier Bosch ou encore 4.000 au sein de la filiale européenne de Ford.**

La direction de la marque Volkswagen a proposé **une baisse des salaires de 10 %** et une suppression des primes pour les 120.000 employés de ses usines allemandes. Le comité d'entreprise et IG Metall ont proposé des économies de l'ordre de 1,5 %, notamment via un renoncement à des hausses de salaires (**dialogue social oblige**) !!!

La direction et les représentants du personnel doivent se retrouver le 9 décembre pour une quatrième séance de négociation. Faute d'avancée, IG Metall, qui dispose d'une caisse de grève réputée solide, pourrait procéder à des débrayages de 24 heures. Dans le pire des cas, il pourrait lancer une grève illimitée. Il s'agirait d'une première dans l'histoire du groupe créé en 1937, tout comme la possibilité d'une fermeture d'usine.

### **AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE**

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement